



**RAPPORT DE LA
PRÉSIDENTENCE**
2019 - 2021





Index

INTRODUCTION – LE POUVOIR DU « NOUS », UNE ORGANISATION QUI PREND SOIN

5

I. CGLU PREND SOIN DES PERSONNES : LES NOUVEAUX ÉLÉMENTS ESSENTIELS POUR RÉALISER LE PACTE POUR L'AVENIR

10

Un mouvement axé sur l'égalité - p. 10

Une manière féministe de faire de la politique locale - p. 10

Des villes et des territoires qui garantissent l'accessibilité pour toutes et tous - p. 12

Une Charte pour faire évoluer les esprits et la gestion des migrations - p. 14

CGLU prend soin de la santé des populations et des sociétés - Couverture santé universelle - p. 17

Notre agenda sur les droits - p. 19

La culture : une composante essentielle de l'identité territoriale - p. 22

La numérisation inclusive - p. 25

L'Agenda pour la paix - p. 26

II. CGLU PREND SOIN DE LA PLANÈTE : DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE À LA TRANSFORMATION

29

Relever les ambitions lors de la COP26, de l'UNEA5.2 et de Stockholm + 50 - p. 29

Transformer nos systèmes alimentaires pour placer les personnes centre - p. 31

III. CGLU PREND SOIN DU GOUVERNEMENT : LA DÉMOCRATIE LOCALE, ESSENTIELLE POUR RENOUVELER LE CONTRAT SOCIAL

34

Des territoires qui prennent soin : les régions et les villes intermédiaires au service de la transformation urbaine - p. 35

IV. NOUS PLAIDONS : AMPLIFIER LA VOIX INTERNATIONALE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX

37

Personnes, planète et prospérité : les perspectives urbaines dans le processus du G20 - p. 37

Un système multilatéral qui tient compte de tou-te-s : la localisation au Forum politique de haut niveau 2021 - p. 38

Le Nouvel agenda urbain et Quito+5 - p. 41

Localiser le financement du développement - p. 42

L'Observatoire mondial sur les finances et l'investissement des gouvernements infranationaux - p. 46



Index

V. NOUS RECHERCHONS : LA CONNAISSANCE AU SERVICE DES COMMUNAUTÉS LOCALES

47

GOLD VI - Co-créer les voies de l'égalité - p. 47

Examens volontaires locaux et infranationaux - p. 49

Agir pour le gouvernement : l'initiative de gouvernance de l'urgence - p. 51

VI. NOUS APPRENONS : ADOPTER LA LOCALISATION DANS LE MONDE ENTIER

54

Apprentissage en ligne – plateforme #LearningWithUCLG - p. 55

Forum d'apprentissage - p. 56

Formation de formateurs sur la localisation des agendas mondiaux - p. 57

Modules d'apprentissage sur la résilience - des fondements à l'action - p. 61

Méthodologies d'apprentissage numérique par les pairs - p. 61

VII. NOUS NOUS RÉUNISSONS : LE POUVOIR DU « NOUS » LORS DE NOS RASSEMBLEMENTS

62

Le Séminaire de CGLU - p. 62

Les soins au cœur de la prestation de services locaux : le Bureau exécutif de CGLU - p. 64

VIII. NOUS ÉCOUTONS : NOS PARTENARIATS POUR DONNER VIE AU PACTE POUR L'AVENIR

67

Partenariat spécial avec l'Union européenne - p. 67

Les expériences de #CitiesAreListening : vers le renouvellement de notre Town Hall - p. 68

LE POUVOIR DU « NOUS », UNE ORGANISATION QUI PREND SOIN



2021 a été une année charnière pour l'Organisation mondiale. CGLU a entamé l'année avec un mandat renouvelé, adopté par le Conseil mondial de CGLU en novembre 2020 : poursuivre le **Pacte pour l'avenir** comme moyen de renouveler notre stratégie et d'assurer une reprise sûre, équitable et résiliente et un monde qui prend soin de ses communautés. A travers les trois axes du Pacte (les personnes, la planète et le gouvernement), CGLU s'apprête à renouveler le contrat social en mettant en avant une manière féministe de penser et de faire de la politique, une nouvelle relation avec la planète, et avec le municipalisme et la démocratie locale comme levier de la prise de décision globale.

Avec le Pacte pour l'avenir comme horizon, le Séminaire annuel nous a fourni l'espace pour débattre entre nous, nous synchroniser, et jeter les bases de ce que le pacte inclura. Les sections régionales de CGLU ont présenté leurs priorités pour l'année et en vue de notre Congrès mondial en 2022, et le leadership politique de CGLU a présenté certaines des actions adoptées au niveau local dans chaque région du monde pendant la pandémie.

Suite au mandat du Conseil mondial, et en s'appuyant sur les valeurs qui ont donné forme à notre Décalogue de CGLU pour l'ère du COVID et à la Charte de Rome, CGLU a travaillé pendant toute l'année pour

répondre à la question de savoir ce que signifie être une organisation qui prend soin des autres. Le concept du « pouvoir du nous », exploré lors du Séminaire annuel, a évolué régulièrement au cours de l'année, apportant la dimension des soins à tous nos domaines de travail, au récit global de l'organisation mondiale, et à la façon dont nous communiquons avec le monde.



Le « pouvoir du nous » est la force du mouvement municipal pour réaliser son travail et répondre aux défis de la décennie de mise en œuvre. La seule façon pour nous de faire un saut en savant : développer un pacte pour l'avenir de l'humanité, localiser les agendas universels, et assurer la prestation de services publics pour amener la transformation. Le « pouvoir du nous » se manifeste dans notre façon de travailler, au quotidien, en tant qu'organisation mondiale. Nous prenons soin, nous agissons, nous plaidons, nous recherchons, nous apprenons et nous nous réunissons pour un monde meilleur.

Nous plaidons pour un monde dans lequel les gouvernements locaux et régionaux, et les communautés qu'ils représentent, font **partie de la table de prise de décisions** afin d'apporter la transformation.



The Power of We



People



About people lorem ipsum dolor sit amet, sit amet consectetur adipiscing elit.

[Read more](#)

Government



About people lorem ipsum dolor sit amet, sit amet consectetur adipiscing elit.

[Read more](#)

Planet



About people lorem ipsum dolor sit amet, sit amet consectetur adipiscing elit.

[Read more](#)

Nous prenons soin car nous plaçons les personnes au centre de nos efforts. C'est le cœur de nos valeurs en tant que mouvement, conformément aux appels de la Déclaration politique de Durban. Grâce à la solidarité, à une planification centrée sur les personnes et à une manière féministe de faire de la politique, nous agissons sur la base de ces principes, en plaçant nos décisions politiques pour assurer la protection essentielle des biens communs au cœur de la prestation de services, afin de construire un nouveau contrat social qui prend soin des personnes.

Nous nous réunissons tout au long de l'année en apportant la dimension des soins dans nos réunions, en veillant à ce que tous nos membres puissent partager leur expertise, se sentir chez eux et co-créeur notre travail.

Nous écoutons et construisons des partenariats renforcés avec la communauté internationale. Grâce à nos expériences **#CitiesAre-Listening** et à nos collaborations avec des partenaires du secteur privé et de la société civile, nous suivons le mandat qui nous a été confié à Durban et consolidons notre Town Hall.

Nous recherchons afin de développer des voies pour un avenir équitable et durable. Notre 6ème rapport mondial sur la démocratie locale et la décentralisation se concentre sur les « voies d'accès aux inégalités urbaines et territoriales ». Avec la participation de différentes parties du réseau ainsi que du monde universitaire et des organisations de la société civile, nous recherchons ensemble un monde plus égalitaire.

En s'appuyant sur l'expérience et les mécanismes des membres, en 2021 et au-delà, **nous apprenons** en développant des outils, des activités et des modules pour apprendre ensemble et ré-approprier la localisation, avec la plateforme en ligne **#LearningwithUCLG** au centre, visant à favoriser la connexion des pratiques locales aux agendas mondiaux. La formation des formateurs et l'apprentissage par les pairs entre les membres sont également des éléments indispensables au travail dans ce domaine.

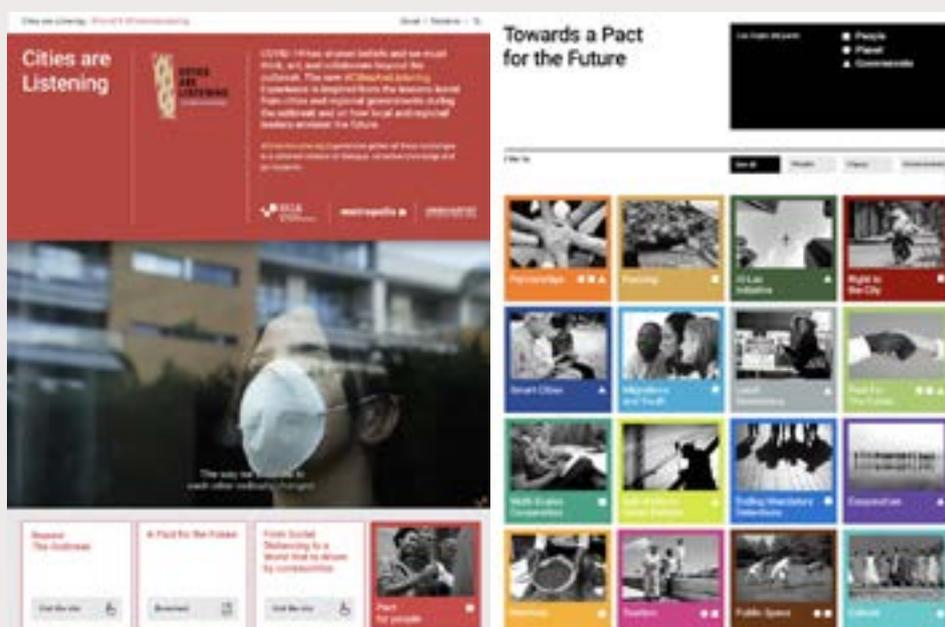


Les équipes statutaire et de communication mettent leurs efforts dans le développement de nouvelles plateformes qui permettront une meilleure communication entre les membres et une visibilité renouvelée vis-à-vis des partenaires. Le développement de **UCLGMeets.org** et le travail sur les coulisses de CGLU en tant que plateforme des plateformes, qui prend maintenant le nom de **“The Power of We”** ont été les points essentiels cette année. Nous nous dirigeons vers un travail hybride renouvelé en 2022, l’année de notre Congrès.



Les liens entre le travail des différents mécanismes de consultation de CGLU, en particulier les Conseils politiques et les Commissions, se concrétisent autour des expériences **#CitiesAreListening**, mais aussi en relation avec les consultations qui contribuent à tous les domaines de travail.

Des échanges dynamiques entre les membres, par le biais de webinaires et de déclarations communes, ont été alimentés par le Secrétariat mondial avec plus de 30 sessions qui ont mobilisé plus de 3 000 participant·e·s, dont 150 se sont réuni·e·s en personne à **Kütahya and Izmir**.



**CGLU PREND
SOIN DES
PERSONNES****LES NOUVEAUX ÉLÉMENTS ESSENTIELS POUR
RÉALISER LE PACTE POUR L'AVENIR**

Nous passons de l'inclusion aux soins. Nous passons de l'égalité à une nouvelle façon féministe de faire de la politique : une gouvernance empathique, qui donne la priorité aux biens communs en réponse directe aux besoins et aux aspirations des personnes. Prendre soin des personnes signifie définir notre avenir avec, pour et par nos communautés, en veillant à ce que les sacrifices consentis aujourd'hui se traduisent par une vie meilleure pour les générations futures. Cette évolution vers un avenir meilleur doit être un effort collectif qui facilite l'accès aux services de base et la défense des droits de nos communautés.

Un mouvement axé sur l'égalité

La notion de leadership féministe axé sur l'égalité, avec l'empathie, les soins et la proximité au cœur, fait partie de la vision renouvelée du mouvement municipal. La cohésion et la solidarité accrue entre les territoires sont également des composantes de la meilleure normalité, qui devra être soutenue par une gouvernance renouvelée à tous les niveaux et une démocratie revisitée qui empêchera les retours en arrière dus à l'autoritarisme que nous observons dans certaines parties du monde et contribuera à la paix.

**Une manière féministe de faire de la politique locale**

S'appuyant sur les efforts de CGLU pour promouvoir l'égalité des genres, les gouvernements locaux et régionaux se sont réunis tout au

long du mois de mars autour de la co-création et de la promotion d'un mouvement mondial de municipalisme féministe. CGLU a facilité la participation et les contributions actives des membres et du collectif aux réunions de la soixante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme (CSW65) et aux **Forums Génération Égalité à Mexico et à Paris.**



Les messages présentés comprenaient la nécessité de mettre au centre les soins envers les personnes et la planète, le renforcement de la fourniture de services publics locaux et la consolidation de la participation et de la prise de décisions des femmes, des filles et des dirigeant-e-s féministes.

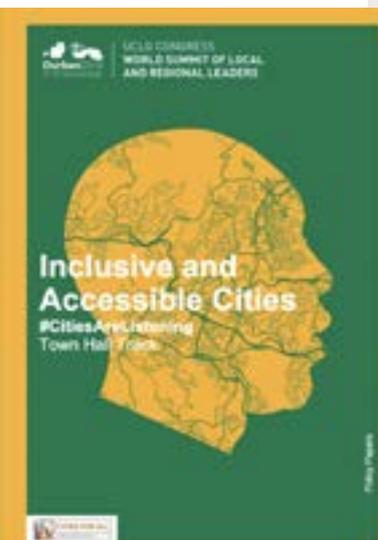
En s'appuyant sur les résultats du Forum Génération Égalité à Paris, CGLU continuera d'améliorer le profil et de plaider pour une plus grande inclusion et reconnaissance du rôle clé joué par les gouvernements locaux et régionaux pour l'égalité des genres.



CGLU estime qu'un engagement plus poussé du collectif dans les processus multilatéraux concernant l'égalité des genres est nécessaire, en particulier dans le cadre du suivi des Forums Génération Égalité, par exemple via les Coalitions d'action, le Plan mondial d'accélération pour l'égalité des genres, ou l'Alliance mondiale pour les soins.

Des villes et des territoires qui garantissent l'accessibilité pour toutes et tous

Suite aux recommandations stratégiques issues du document politique et du débat sur les villes inclusives et accessibles lors du Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux de 2019, CGLU a augmenté de manière significative la reconnaissance mondiale du rôle des gouvernements locaux et régionaux envers la protection des droits humains et la réalisation du principe de ne laisser personne pour compte.



En 2020, CGLU a identifié et mobilisé des dirigeantes et dirigeants locaux engagés en faveur de l'équité, des droits humains et de la participation à travers une série d'événements dans le cadre des expériences d'apprentissage en direct et de la Conférence des États parties à la Convention des Nations unies sur les droits des personnes handicapées. Ces événements ont renforcé le rôle nécessaire que jouent les gouvernements locaux et régionaux dans la promotion des droits humains et des cadres de développement mondiaux. En outre, les parties prenantes représentant les gouvernements nationaux, la société civile, les Nations unies et les banques multilatérales de développement se sont clairement engagées à soutenir les gouvernements locaux et régionaux dans leurs efforts pour réduire les inégalités.

Conformément à notre feuille de route politique et aux résultats des dialogues de 2020, CGLU a tenu la réunion inaugurale de la Communauté de pratiques sur les villes et territoires inclusifs et accessibles en avril 2021. La réunion a identifié des domaines prioritaires clairs développés dans le processus de Town Hall de Durban et a renforcé l'engagement et l'appel des membres pour plus d'outils de renforcement des capacités, d'échange de connaissances et de données pour mieux comprendre et traiter l'accessibilité universelle dans leurs politiques et programmes.



Grâce à notre partenariat stratégique avec l'Envoyée spéciale de l'ONU pour l'accessibilité et le handicap, World Enabled et l'Union mondiale des aveugles, CGLU a augmenté de manière significative la reconnaissance mondiale du rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la protection des droits humains et la réalisation du principe de ne laisser personne pour compte dans les forums mondiaux

13th Session of the Conference of States Parties to the UNCRPD High Level Side Event



cette année, notamment lors de la **14e session de la Conférence des États parties (COSP)** à la Convention de l'ONU sur les droits des personnes handicapées (CRPD), le Sommet mondial de la cécité et le Forum politique de haut niveau.

Une Charte pour faire évoluer les esprits et la gestion des migrations

En lien avec les agendas mondiaux sur la gouvernance des migrations et avec la construction du Pacte pour les personnes de CGLU proposé lors du Conseil mondial de Guangzhou, Lampedusa a apporté au Conseil politique sur le droit à la ville et les territoires inclusifs une proposition de co-création de la Charte de Lampedusa sur la mobilité humaine et la paix.

La Charte de Lampedusa, qui ratifie l'engagement des gouvernements locaux à assurer la protection des droits humains, de la dignité, de la diversité et de l'égalité des chances, sera le point culminant d'un engagement local croissant en faveur d'un nouveau récit mondial de la mobilité humaine. Le processus cherchera à consolider la vision de notre Pacte pour les personnes sur la mobilité humaine et la diversité, après une série de consultations avec les Conseils politiques, les sections régionales et les partenaires stratégiques avant le lancement officiel en décembre 2021.



En tant que membre du Comité de pilotage du Mécanisme des maires avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Conseil des maires pour la migration (CMM), CGLU a facilité la présence de ses sections régionales et de plus de 100 gouvernements locaux aux différentes consultations régionales du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD), ainsi qu'au Sommet du FMMD.

Sous la présidence des Émirats arabes unis (EAU), le Sommet du FMMD a réuni virtuellement plus de 2 000 participant-e-s pour discuter de questions complexes telles que les lacunes dans la protection des migrant-e-s, la migration de travail et la migration irrégulière. Plus de 840 représentant-e-s de gouvernements nationaux de 116 États y ont participé. Le Mécanisme des maires du FMMD a permis à plus de 90 gouvernements locaux et régionaux de se joindre aux discussions en tant que participants actifs, dont 25 dirigeant-e-s locaux et locales en tant que panélistes officiel-le-s s'exprimant dans 18 des événements officiels du Sommet.



Dans le domaine de la coopération de ville à ville, par le biais du projet MC2CM et du processus Cities Are Listening, CGLU a continué à promouvoir l'échange de pratiques et l'apprentissage par les pairs sur des questions telles que les **enfants**, la **citoyenneté locale** ou les aspects de la mobilité humaine liés au **genre**. Suite à l'expérience d'apprentissage en direct Beyond The Outbreak (Au-delà de l'épidémie) sur la migration, une étude politique a été publiée sur les **réponses au COVID-19 sensibles aux migrant-e-s**.

En outre, dans le cadre de la coprésidence du groupe de travail du FMMD sur les récits de migration, formé par le Mécanisme des maires (CGLU, OIM, MMC) et les gouvernements du Canada et de l'Équateur, CGLU a contribué à la conception et au lancement de la **campagne mondiale "It Takes a Community"** (« Il faut une communauté »), afin de promouvoir un récit juste sur la mobilité humaine.





“ Migration builds communities and hence human mobility should be perceived naturally as positive **”**

IT TAKES A COMMUNITY



 Emilia Sáiz,
 Secretary General, United Cities
 and Local Governments (UCLG)

Let's Talk Migration: Local and
 National Leaders Chat # 1, 9 July 2021





**IT TAKES A
 COMMUNITY TO
 LISTEN**

#Ittakesacomunity

CGLU prend soin de la santé des populations et des sociétés - Couverture santé universelle



La pandémie a mis en évidence le fait que nous ne sommes aussi solides que les plus vulnérables d'entre nous. La montée des inégalités a pris une nouvelle dimension avec la difficulté de l'égalité d'accès aux vaccinations, et la différence de vitesse de récupération dans les pays riches et pauvres nous invite à défendre l'importance de l'égalité d'accès à la santé et aux villes saines.



Partant de cette nécessité, CGLU a rejoint l'Appel pour l'équité en matière de vaccins, mené par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), afin de garantir une reprise équitable dans le monde entier, en particulier pour les travailleuses et travailleurs en première ligne. L'OMS a également appelé à la libération des brevets de vaccins comme moyen d'égaliser les chances face au COVID-19 et aux crises.



GLU a fait partie du groupe de travail sur la préparation urbaine, une série de réunions virtuelles visant à faire progresser la préparation aux urgences sanitaires dans les villes et autres milieux urbains au-delà du COVID-19, de janvier à avril 2021, sous la direction de l'Organisation mondiale de la santé.

Les réunions virtuelles ont réuni des expert-e-s techniques aux niveaux des gouvernements nationaux et locaux pour discuter de la manière dont les expériences et les enseignements tirés du COVID-19 dans les villes et les milieux urbains devraient façonner la voie à suivre pour renforcer la préparation aux futures urgences sanitaires.

CGLU a apporté les expériences des gouvernements locaux et régionaux à la table. Les délibérations du groupe de travail font partie d'un guide technique intitulé "Advancing health emergency preparedness in cities and urban settings in COVID-19 and beyond" (« Faire progresser la préparation aux urgences sanitaires dans les villes et les milieux urbains en temps de COVID-19 et au-delà »).

Relier l'agenda de CGLU à celui de la couverture sanitaire universelle a été une évolution naturelle de notre positionnement politique. Dans cet esprit, CGLU a entamé le processus pour devenir un membre à part entière de CSU2030, et pour intégrer les soins de santé et la santé dans les villes dans son récit et son agenda politique, en s'appuyant sur notre travail précédent avec le mouvement et, en particulier, nos dialogues conjoints dans le cadre du Forum politique de haut niveau (FPHN) 2020 et nos campagnes conjointes autour de la Journée mondiale de la santé.

L'accès à la santé et aux soins pour tou-te-s doit aller de pair avec la transformation du système multilatéral. CGLU a participé à l' « Etat d'engagement en faveur de la couverture sanitaire universelle », un document dirigé par CSU2030 qui a rassemblé les principaux objectifs, engagements et actions de la déclaration sur les soins de santé universels, en faisant des déclarations politiques sur l'importance de renforcer les réglementations relatives aux soins de santé, et en se concentrant sur l'importance des efforts multilatéraux pour investir dans les soins de santé primaires et construire des partenariats multipartites sur la santé.

CGLU commence également à explorer des partenariats avec des parties prenantes importantes sur la santé dans les villes et territoires, comme le City Cancer Challenge.

Notre agenda sur les droits

En repensant aux nouveaux droits essentiels, nous devons envisager le renouvellement et la prochaine génération des droits humains. Grâce à notre travail avec les droits humains des Nations unies, à l'attention que nous portons à la Charte de Rome et à nos efforts en matière de droits numériques, nous souhaitons redéfinir les droits essentiels et veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte dans l'ère post-COVID.

Notre feuille de route en matière de droits humains, alimentée par la Commission d'inclusion sociale, démocratie participative et droits humains.

La feuille de **route de CGLU en matière de droits humains** a été renforcée par des collaborations entre CGLU, les membres de la Commission de CGLU sur l'inclusion sociale (CSIPDHR, selon les sigles en anglais) et les droits humains des Nations unies (le HCDH en particulier). Une

The image shows a screenshot of the UCLG website. At the top, there are logos for 'UCLG Committee' and 'UCLG United Cities and Local Governments'. Below the logos is a navigation menu with 'ABOUT THE COMMITTEE', 'WORK AREAS', 'LOCAL POLICIES', 'RESOURCES', and 'NEWS'. The main content area features a large photograph of a group of people, including children, running in a park. Overlaid on the photo is the text 'Human Rights'. Below the photo, there is a breadcrumb trail: 'Work Areas / Human Rights / Local governments and human rights'. At the bottom left, there is a large number '01' followed by the text 'Local governments and human rights'. To the right of this, there is a section header 'Local governments and human rights' and a short paragraph of text.

consultation sur la crise du Myanmar, co-organisée par la Commission, a réuni des représentant-e-s de CGLU et de la direction du Comité avec la Haut-Commissaire du HCDH.



Dans le prolongement de leur réunion annuelle qui s'est tenue pendant le Bureau exécutif de CGLU, les membres de CGLU-CSIPDHR avancent une feuille de route complète sur les droits humains basée sur : un processus de suivi de la Charte-agenda mondiale pour les droits humains dans la ville, fondé sur la consultation des membres et des partenaires ; une campagne internationale pour soutenir le mouvement des villes de droits humains ; et une stratégie d'apprentissage en ligne reflétant l'expérience politique des membres en matière de droits humains



A new collective vision
by local governments
on human rights



La Commission a également contribué à la stratégie d'engagement en cours avec les titulaires de mandats de rapporteurs spéciaux des Nations unies, poursuivie par CGLU en partenariat avec la Plateforme mondiale pour le droit à la ville (GPR2C) et Habitat International Coalition (Coalition internationale sur l'habitat). En partenariat avec la GPR2C, la Commission a également diffusé un appel ouvert aux autorités locales pour réclamer un traité contraignant sur les sociétés transnationales et les droits humains au niveau de l'ONU. La Commission prépare des contributions pour les prochains rapports du Rapporteur spécial sur le logement (sur la discrimination et la ségrégation spatiale) et sur la violence contre les femmes (sur les féminicides).



La Commission a également contribué à l'agenda de CGLU sur le **droit à la ville**. Plusieurs membres ont contribué, par exemple, à la réunion du Conseil politique de CGLU sur le droit à la ville, qui s'est tenue en février et qui a donné le ton au processus de discussion politique sur le Pacte pour l'avenir. Plusieurs membres de la Présidence de CGLU-CSIPDHR ont également participé aux événements du mois de mars consacrés aux droits des femmes dans le cadre de la CSW65 et de l'agenda de Génération Égalité.

Tous ces efforts visent à rassembler les voix des gouvernements locaux sur les droits humains et l'agenda du droit à la ville afin de contribuer au processus du Pacte pour l'avenir. En particulier, la Commission espère explorer et mettre en lumière les priorités émergentes des autorités locales en matière de refonte du contrat social au niveau local et de lutte contre la crise des inégalités à partir de l'élaboration de politiques fondées sur les droits. La participation au Conseil politique sur le droit à la ville permettra de relier la mobilisation au sein de la CSIPDHR à l'ensemble des membres de CGLU.

La culture : une composante essentielle de l'identité territoriale

CGLU soutient les politiques relatives à la mémoire, au patrimoine, à la créativité, à la diversité et à la connaissance par le biais de programmes culturels visant l'éducation, la participation active, la citoyenneté critique, l'égalité des genres, la diversité linguistique et l'autonomisation des peuples autochtones. La culture est une composante essentielle de l'identité locale et régionale, un élément de la solidarité mondiale et un vecteur de paix et de droits humains.

Alors que nous travaillons au Pacte pour l'avenir et à des contrats sociaux renouvelés, nous avons appris et nous sommes convaincu-e-s que nous disposons de pistes solides qui relient la culture aux défis de l'humanité. La culture a été essentielle dans cette pandémie pour se connecter les un-e-s aux autres, et elle est un aspect essentiel du travail de CGLU alors que nous entrons dans la phase de définition de ce qui est essentiel. Le G20 a inclus la culture dans son programme, et CGLU a joué un rôle important dans l'inclusion de la culture dans l'agenda de l'Urban 20 à travers la campagne **#Culture2030goal**.



Le 4ème Sommet Culture de CGLU s'est tenu à Izmir (Turquie) et en ligne du 9 au 11 septembre 2021, sous le titre « Culture : façonner l'avenir ». Le Sommet Culture de CGLU est devenu le principal point de rencontre au niveau mondial des villes, des gouvernements locaux et des autres parties prenantes qui s'engagent à mettre en œuvre efficacement des politiques et des programmes sur la culture et le développement durable.





Le contenu du Sommet a été conçu pour discuter des questions clés liées au Pacte de CGLU pour l'avenir, pour les personnes, pour la planète, pour le gouvernement, et comprenait des sessions sur la relation entre la culture et l'égalité des genres, l'Agenda 2030, les espaces publics, le patrimoine, la planification urbaine, la diplomatie des villes et l'action climatique, parmi beaucoup d'autres.



Le Sommet Culture de CGLU a donné une visibilité à la réponse exceptionnelle et généreuse à la pandémie donnée par les communautés culturelles, avec des initiatives pour faire le deuil de celles et ceux qui nous ont quitté-e-s, pour stimuler l'accès et l'engagement dans la vie culturelle, pour encourager la sensibilisation et la tolérance, pour créer de nouvelles expressions, pour identifier de nouvelles énergies et pour renforcer les capacités à imaginer un nouvel avenir, tou-te-s ensemble. La Déclaration indique que « les participant-e-s au Sommet Culture de CGLU ont souligné le pouvoir impressionnant de la culture pour élargir les droits et les libertés de toutes et tous, améliorer le bien-être de toutes et tous, et générer des communautés plus saines et plus résilientes, qui ne laissent personne, ni aucun territoire, pour compte ».



Le Sommet Culture de CGLU s'est terminé par la présentation de la Déclaration d'Izmir, un document qui s'appuie sur l'acquis de CGLU en matière de culture et de développement.

Dans ce contexte, la Déclaration :



- a. **Appelle les dirigeantes et dirigeants mondiaux « à faire preuve d'audace et à s'engager dans une véritable conversation mondiale sur la culture dans le développement durable, qui se déploie à travers des programmes de coopération et de diplomatie culturelle internationaux véritablement ambitieux.» Il est urgent, en tant qu'humanité, en tant que citoyennes et citoyens du monde partageant une seule et même planète, la Terre, de forger de nouvelles formes de coopération et de solidarité.**

- b. Invite toutes les villes et les gouvernements locaux « à placer la culture au centre du développement local », y compris la réalisation locale des ODD et des programmes mondiaux de développement durable.
- c. Invite l'UNESCO à concevoir un Mondiacult 2022 ambitieux, invitant « tous les acteurs à prendre part activement à la conversation, et dans le but de permettre d'adapter les cadres politiques culturels nationaux et internationaux aux enjeux du 21ème siècle. »
- d. Invite le Forum politique de haut niveau des Nations unies « à s'engager dans un dialogue avec les acteurs culturels mondiaux, afin qu'un objectif consacré à la culture puisse voir le jour et devenir une réalité le plus tôt possible, certainement dans l'Agenda de développement post-2030. » Un objectif dédié n'empêcherait pas la culture d'être également considérée comme un élément transversal dans d'autres objectifs, conformément à la nature interconnectée du développement durable.

La numérisation inclusive

Sous le principe de l'accès pour tou-te-s, CGLU s'engage à promouvoir l'égalité d'accès à la technologie et à développer une approche publique qui a à cœur les biens communs. Les technologies numériques et les droits numériques deviennent des éléments essentiels de l'agenda de CGLU. CGLU est l'un des principaux partenaires de la Coalition des villes pour les droits numériques, dirigée par les villes d'Amsterdam, de Barcelone et de New York, qui défend la protection des droits numériques pour tou-te-s, y compris le droit à la vie privée et le droit à aux données ouvertes, la nécessité d'un accès équitable à la technologie et au haut débit pour tou-te-s les habitant-e-s, et les mécanismes de gouvernance ouverte.



CGLU, en tant que membre de l'équipe centrale de la Coalition, s'efforce de faire le lien entre les processus politiques mondiaux et le travail de la Coalition sur les droits numériques. Ces processus politiques mondiaux vont au-delà de la technologie pour s'assurer que dans les processus importants, comme par exemple le FPHN ou Génération Égalité, l'importance des technologies numériques soit prise en compte.

CGLU a également contribué à établir le lien entre les droits numériques et la culture en reliant le travail d'un partenaire principal de CGLU pour la culture, la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et d'institutions (IFLA) et la Coalition des villes pour les droits numériques, afin de plaider davantage en faveur du lien entre les droits numériques et les bibliothèques. Ce lien a également été établi au sein du Conseil politique sur les opportunités pour tou-te-s, la culture et la diplomatie des villes : les clés du développement durable et de la paix.



Dans le cadre de Smart City Expo World Congress de 2021, CGLU fera un lien concret entre les activités de son Conseil mondial et les activités de la Coalition des villes pour les droits numériques, y compris son Assemblée générale des membres qui a lieu chaque année lors du Congrès Smart Cities. Un suivi sera également donné à l'expérience #CitiesAreListening sur la récupération intelligente, qui a eu lieu lors de Smart Cities Live 2020.

L'Agenda pour la paix

2021 a été une année charnière pour la solidarité internationale et la consolidation de la paix. Deux ans après l'adoption par CGLU de sa Déclaration de Durban, dans laquelle nous avons exprimé notre

volonté de devenir un mouvement municipaliste animé par l'égalité et la démocratie locale et en pleine pandémie, la paix portée par la solidarité reste au cœur de tous nos efforts.

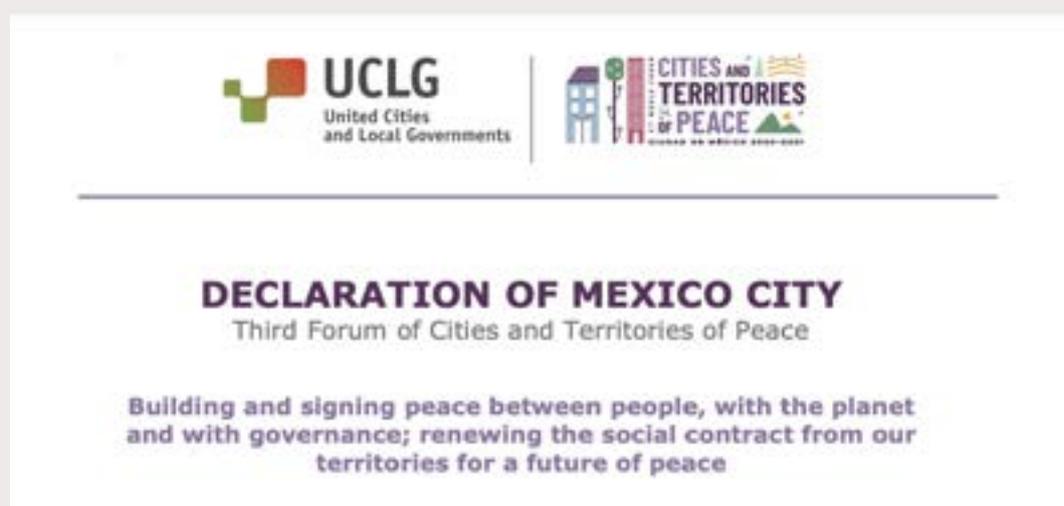
Après la « Route vers le troisième Forum mondial » qui a eu lieu l'année dernière, en tant que réunion préparatoire au troisième Forum mondial des villes et territoires de paix, CGLU a pris un rôle plus important au sein du Secrétariat du Forum, passant le relais à la ville de Mexico (hôte en 2021) et à Bogota, qui tiendra la quatrième édition du Forum.



CGLU dirige également le développement de la Déclaration de Mexico, qui lie le processus du Forum avec le développement de notre Pacte pour l'avenir et est disponible pour les membres de CGLU sur notre plateforme UCLGMeets. La Déclaration appelle à :

- a. Un travail à plusieurs niveaux et la reconnaissance des territoires dans toutes les discussions mondiales sur la paix.

- b. **Le renforcement des systèmes de santé et la vaccination universelle comme pierre angulaire de sociétés pacifiques.**
- c. **Le développement des cultures de paix en promouvant des politiques de transformation pacifique des conflits.**
- d. **L'utilisation de la force de CGLU en tant que réseau mondial de gouvernements locaux et régionaux pour renforcer le plaidoyer local-global sur la paix et relever les défis futurs.**



Le Prix de CGLU pour la paix s'apprête à lancer sa troisième édition. En 2021, VNG international et CGLU ont publié le guide « Gouvernements locaux et culture de la paix » comme un guide sur le Prix. Ce guide met en avant les municipalités lauréates des éditions 2016 et 2019, ainsi que les finalistes et les mentions honorables, et trace les voies d'avenir du Prix.



Dans la perspective de 2022, il est important de garder à l'esprit que le Congrès mondial de CGLU à Daejeon aura la paix et la coexistence comme l'un de ses principaux sujets. Les processus #CitiesAreListening et Town Hall seront essentiels pour favoriser de nouveaux partenariats et renforcer les partenariats existants entre le mouvement municipal et la société civile, en particulier avec des associations telles qu'ACCORD, qui a été un élément d'inspiration pour le Pacte pour l'avenir.



CGLU PREND
SOIN DE LA
PLANÈTE

Le Congrès mondial de 2022 sera l'espace de la célébration de la troisième édition du Prix de CGLU pour la paix. La visibilité du Sommet peut renforcer la portée du prix, en touchant de nouveaux publics.

DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE À LA TRANSFORMATION

Le monde a transformé sa relation avec la nature. Nous nous soucions d'un avenir avec une **vision écologique des écosystèmes** et non pas seulement centré sur les ressources dont nous avons besoin ; un monde qui protège sa biodiversité, ses océans, son air et sa terre. Prendre soin de la planète, c'est définir les engagements en faveur de la durabilité et de la résilience, c'est rester engagé·e·s dans la poursuite de la nécessaire transition écologique mondiale, notamment au regard des menaces renouvelées auxquelles nous sommes confronté·e·s, et c'est contribuer à renforcer l'ambition de nos efforts pour faire face à l'urgence climatique.

En continuant à redéfinir ce qui est essentiel, CGLU envisage également la transformation écologique que nos communautés nous demandent. Pour aller au-delà de la transition écologique et vers une transformation écologique, il sera essentiel de passer de l'urgence à l'habitabilité, et de continuer à travailler par le biais du partenariat institutionnel avec des partenaires clés dans ce domaine.

Face au défi de l'urgence climatique, de la dégradation de l'environnement et de la biodiversité, nous devons faire face à des transformations profondes de nos modèles de production, de consommation, de transport et de logement, entre autres.

CGLU promeut un changement dans la perception de nos systèmes de vie, vers une **relation écologique harmonieuse** entre l'humanité et la nature. Les villes et les territoires doivent prendre en considération le droit des générations actuelles mais aussi futures à profiter d'une planète saine, durable et vivable. Alors que les gouvernements locaux et les régions s'engagent pour renforcer la résilience globale, il est important d'explorer les liens entre les villes et les campagnes et l'intégration des écosystèmes plus larges des villes intermédiaires, des métropoles, des régions et des territoires.

Relever les ambitions lors de la COP26, de l'UNEA5.2 et de Stockholm + 50

Il est essentiel de souligner que CGLU, avec ICLEI en tant que point focal de la CCNUCC, a veillé à ce que la voix des villes et des régions soit entendue lors de la COP26, par le biais d'une **Journée des**

gouvernements locaux et régionaux le 11 novembre (Journée des villes, des régions et de l'environnement) et en plaidant pour un renouvellement de la 2ème phase de l'Accord de Paris en augmentant les contributions déterminées au niveau national (NDC, selon les sigles en anglais), basées sur une action à plusieurs niveaux.



Le collectif plaide également pour une action juste, inclusive, holistique et respectueuse de la nature d'ici 2030 et 2050, en assurant des liens avec les décisions et l'agenda de la COP15.

En gardant l'accent sur le processus de transformation qui est nécessaire pour atteindre la résilience et la durabilité de la planète, CGLU travaillera pour s'assurer que l'agenda de la transition écologique deviendra un agenda transversal à tous les autres agendas, afin de plaider pour une relance verte, avec des chances égales pour toutes et tous.

En tant que membre du groupe majeur et des parties prenantes du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et d'ICLEI, CGLU s'assure qu'un sommet des villes et des régions soit confirmé lors de la prochaine Assemblée des Nations unies sur l'environnement qui aura lieu en février 2022.

CGLU assure également un suivi des discussions des Etats membres en vue de Stockholm+50, prévu les 2 et 3 juin 2022 pour célébrer les 50 ans de la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain.

Stockholm+50: International meeting to accelerate action towards a healthy and prosperous planet for all

Transformer nos systèmes alimentaires pour placer les personnes centre

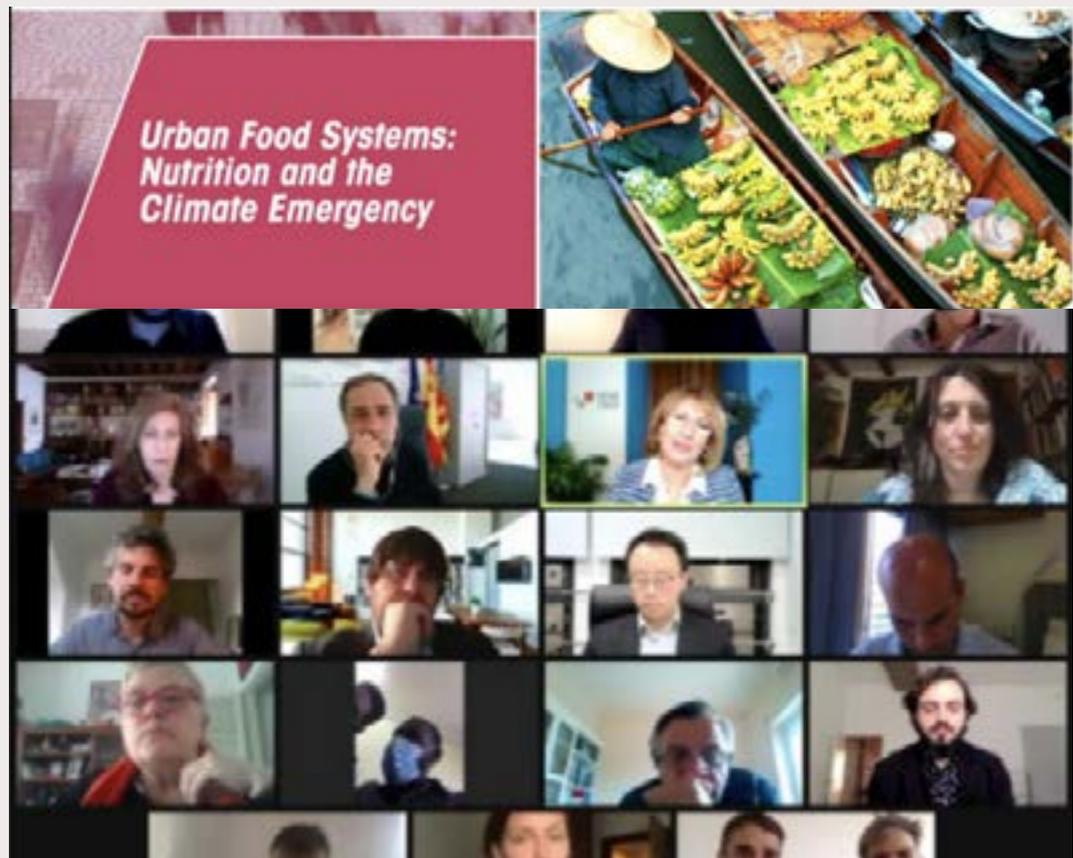
La pandémie a démontré la nécessité de renforcer les liens entre les gouvernements nationaux et locaux et l'importance de promouvoir des cadres politiques qui reconnaissent l'interdépendance des diverses composantes des systèmes alimentaires et le rôle crucial des différents niveaux de gouvernement.

L'approche des systèmes alimentaires devient de plus en plus pertinente pour les gouvernements locaux et régionaux du monde entier car elle relie de nombreux problèmes sociaux urgents : la pauvreté et l'inégalité, y compris l'accès à la nourriture et à des régimes alimentaires sains, la santé publique, les nouvelles modalités de planification urbaine, les expressions culturelles, le climat et l'écologie. Les effets de la pandémie appellent également à un recentrage sur le droit à une alimentation suffisante, adéquate, nutritive et durable.

L'alimentation a toujours figuré en bonne place dans l'agenda de la cohésion territoriale et des villes intermédiaires, et elle touche désormais l'ensemble des membres. CGLU fait partie du groupe principal du Groupe de travail sur les systèmes alimentaires urbains de la FAO, composé de gouvernements locaux, de réseaux de villes, d'organisations spécialisées dans l'alimentation et d'institutions de développement, entre autres. L'objectif du groupe de travail est d'encourager les engagements et la participation des acteurs des systèmes alimentaires urbains, ainsi que d'accroître la participation et de donner une voix aux gouvernements locaux dans tous les processus liés à l'alimentation (au-delà du sommet sur les systèmes alimentaires en septembre).

Avant le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires en septembre et le pré-sommet en juillet, la 15e Conférence des parties de la Convention sur la diversité biologique (CBD), la 26e Conférence des parties de la CCNUCC et le 7e Forum mondial du Pacte alimentaire urbain de Milan 2021 seront accueillis à Barcelone du 19 au 21 octobre 2021. CGLU est engagée dans la mobilisation politique et la défense des intérêts des gouvernements locaux et régionaux, ainsi que dans l'organisation d'un dialogue mondial et de consultations, par le biais du groupe de travail, en vue du sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires.

L'impact de la crise a mis encore plus de pression sur la reprise économique et l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. Alors que nous nous attaquons aux modèles de consommation fragiles et dépendants de nombreuses villes, ainsi qu'aux systèmes de production délocalisés et non durables, il sera également essentiel de repenser et de rééquilibrer la relation entre la croissance économique, l'environnement et les priorités publiques.



CGLU a été activement impliquée dans le travail de plaidoyer lié aux systèmes alimentaires. CGLU fait partie du groupe de travail de la FAO sur les systèmes alimentaires urbains, facilité par la FAO et l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (AMAN), qui est composé de gouvernements locaux et régionaux, de réseaux de villes, d'organisations spécialisées dans l'alimentation, d'institutions de développement et



FAO calls for making agri-food systems and green spaces part of urban plans

Director-General QU Dongyu spoke at UCLG 2020 World Council



d'agences des Nations unies. Le groupe de travail s'efforce de s'assurer que les gouvernements locaux et régionaux et la question des systèmes alimentaires urbains sont présents dans tous les processus dirigés par la FAO ainsi que dans d'autres processus politiques internationaux. CGLU fait également partie d'un groupe de travail ad hoc sur la gouvernance territoriale dirigé par ONU-Habitat, la FAO et l'OCDE, entre autres, établi pour souligner le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans le renforcement de la gouvernance multi-niveaux et l'amélioration de la coordination et de la collaboration des acteurs pertinents pour transformer les systèmes alimentaires.

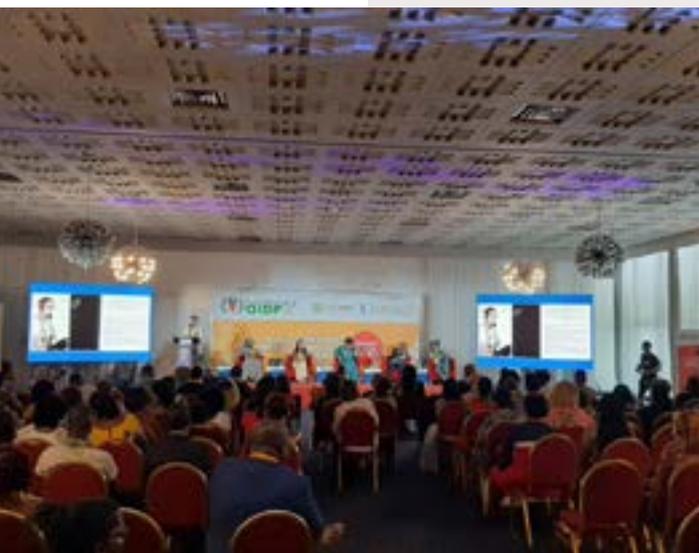
CGLU a soutenu la participation du collectif et de la Global Taskforce (GTF) aux activités des groupes de travail et aux processus liés aux systèmes alimentaires. Dans tous ces processus, CGLU veille à ce que les gouvernements locaux et régionaux soient inclus dans tous les processus de prise de décisions au niveau international liés aux systèmes alimentaires et que les messages des maires et des gouverneurs soient

pris en compte dans les discussions. CGLU participe également à des discussions avec la FAO et d'autres acteurs clés sur le développement éventuel d'une alliance qui se concentrera sur les systèmes alimentaires et les gouvernements locaux et régionaux.

LA DÉMOCRATIE LOCALE, ESSENTIELLE POUR RENOUELER LE CONTRAT SOCIAL

Le municipalisme est une nouvelle façon de faire de la politique : CGLU croit au monde de demain construit sur la solidarité et la gouvernance de proximité que les gouvernements locaux et régionaux apportent à la table, façonnée par les aspirations et la vision de nos voisines et voisins. Prendre soin des gouvernements, c'est définir la gouvernance en partenariat, en plaçant nos communautés au cœur des mécanismes de prise de décisions, en construisant la paix et la prospérité à partir de nos villes et régions et en passant d'un système international à un système dirigé par nos communautés, avec la démocratie locale comme valeur principale.

CGLU PREND SOIN DU GOUVERNEMENT



Les citoyen-ne-s et la société civile organisée jouent un rôle actif dans cette transformation. A la fin de l'année dernière, CGLU a lancé une publication sur les contributions de la budgétisation participative à l'adaptation et à l'atténuation du changement climatique et nous avons organisé plusieurs webinaires sur la façon dont les gouvernements locaux et régionaux peuvent promouvoir des politiques de transition verte avec les citoyen-ne-s.

L'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP) est un mécanisme consultatif de CGLU qui rassemble des villes, des organisations et des centres de recherche intéressés par l'apprentissage, l'échange et l'application d'expériences sur la démocratie participative au niveau local. Il organise une conférence annuelle et décerne des

prix pour les bonnes pratiques en matière de participation citoyenne. Nous travaillons également sur un programme visant à approfondir la démocratie locale et les politiques de transformation sociale, économique, écologique et culturelle par la participation active des citoyen-ne-s.



La démocratie ne peut se permettre d'exclure la moitié de la population. Les processus participatifs doivent donc inclure une perspective de genre dans leur conception et leur mise en œuvre. Nous continuerons à donner la priorité et à sensibiliser sur cette question essentielle pour le mouvement municipal féministe.

L'état de la démocratie locale, la mise en œuvre des ODD et les droits fondamentaux sont au centre de la **Conférence internationale** annuelle de l'OIDP. Cette année, la conférence sera organisée par la ville de Cocody avec pour thème « Villes/Territoires durables et démocratie participative », en se concentrant sur la façon dont la démocratie participative peut être une garantie du développement durable des villes. Les thèmes clés qui seront explorés sont le développement économique local ; l'environnement et la participation des citoyen-ne-s pour améliorer les villes durables ; le droit à la ville ; et la gouvernance et la démocratie participative pour créer le changement positif attendu pour la réalisation de l'Agenda 2030.

Des territoires qui prennent soin : les régions et les villes intermédiaires au service de la transformation urbaine

La pandémie mondiale a rendu l'importance d'une approche de système de villes articulée par des villes intermédiaires et des territoires encore plus évidente qu'auparavant. La nécessité d'étendre les systèmes de santé, d'alimentation et de services au-delà des zones métropolitaines est désormais une priorité pour la plupart des pays du monde. La symbiose entre le monde urbain et le monde rural définira les futures politiques d'investissement et de planification dans le monde entier et a également atteint l'agenda des économies les plus puissantes de la planète réunies au sein du G20.



Le Forum des villes intermédiaires de CGLU a reporté son rassemblement mondial de 2020 à 2021. Il s'est tenu du 4 au 8 octobre 2021. Accueilli par la ville de Kütahya, en Turquie, le rassemblement de cette année visait à tracer des lignes vers le monde post-COVID, tout en s'appuyant sur les défis connus lors de la crise pandémique du COVID pour améliorer les conditions et les capacités des villes intermédiaires afin de libérer leur potentiel au niveau mondial.



Le Second Forum mondial des villes intermédiaires, en collaboration avec CGLU-MEWA, s'est appuyé sur une série de consultations qui ont eu lieu à la fois au niveau thématique et continental et qui se sont appuyées sur la communauté des villes intermédiaires que CGLU a développée.

Les principaux domaines d'intérêt étaient : économie, culture, environnement et capitaux humain et social. En accord avec l'agenda général et les priorités de CGLU, quatre agendas thématiques ont structuré les consultations et ont été reflétés dans les sessions du Forum ainsi que dans les recommandations.

Il convient de souligner la pertinence internationale de cet agenda, qui s'inscrit dans les priorités de la présidence italienne du G20. CGLU représente les villes au sein du Groupe de travail sur le développement du G20 où cette question est discutée et le processus du Forum de CGLU a contribué aux discussions entre les États membres.

Le Forum des régions a renforcé son agenda au cours de l'année, culminant avec la session de notre Conseil mondial de CGLU « Forum des régions : Feuille de route : renforcer la voix des régions », qui a réuni les dirigeant-e-s du Forum pour élaborer une feuille de route afin de contribuer à la transformation et de se renouveler pour l'ère post-COVID.



**NOUS
PLAIDONS**

AMPLIFIER LA VOIX INTERNATIONALE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX

L'un de nos principaux objectifs en tant qu'Organisation mondiale reste de représenter, défendre et amplifier la voix des gouvernements locaux et régionaux et de leurs associations afin de s'assurer qu'aucun territoire n'est laissé pour compte. Notre engagement dans le processus Urban 20, la révision de l'Agenda 2030 à travers notre engagement dans le FPHN et la production de notre rapport « Vers la localisation des ODD », ainsi que notre travail dans l'année de la révision du Nouvel agenda urbain restent essentiels alors que nous discutons du renouvellement du système multilatéral.

Personnes, planète et prospérité : les perspectives urbaines dans le processus du G20

L'initiative Urban 20 (U20) a été lancée en 2017, cherchant à coordonner une position commune entre les maires des grandes villes du G20, pour informer et nourrir les discussions des dirigeant-e-s nationaux au G20. CGLU est, avec le C40, coorganisatrice de l'initiative, et joue un rôle actif en soutenant les présidents de l'U20 dans la réalisation des objectifs, des réunions et des documents de résultats.

Lors des précédentes éditions de l'initiative, les villes U20 se sont réunies pour remettre aux présidents du G20 des communiqués orientés vers l'action, y compris leurs recommandations aux gouvernements nationaux sur l'action climatique, l'inclusion sociale et la croissance économique durable.



Le cycle 2021 de l'U20 a été coprésidé par les villes de Rome et de Milan et le sommet de l'U20 a été organisé les 2 et 3 septembre 2021. La première moitié du cycle (de janvier à juin 2021) a été consacrée à la consolidation des positions des villes de l'U20 par rapport aux priorités en question et la seconde moitié (de juin à octobre 2021) a été consacrée au plaidoyer du G20 sur les messages de l'U20 en préparation du Sommet du G20 qui a eu lieu en octobre 2021.

Le communiqué de 2021 devait être directement structuré sur les priorités de la présidence italienne du G20 : personnes, planète et prospérité. Ainsi, le communiqué d'Urban 20 exhorte les dirigeants du G20 à accélérer l'action climatique avant la COP26 et à investir dans les principes fondamentaux d'une reprise verte et juste, ainsi qu'à renforcer les systèmes de santé et les services publics pour garantir un accès mondial et équitable aux vaccins. Enfin, le communiqué appelle le G20 à favoriser la cohésion sociale et l'équité et à s'orienter vers des sociétés inclusives et prospères.

Le sommet de l'U20 a inclus la présentation officielle du Communiqué de l'U20 à la présidence du G20. Au total, 41 maires et gouverneurs ont exposé leur vision d'un nouveau paradigme de développement durable et la voie à suivre pour une reprise résiliente de la crise humanitaire mondiale précipitée par la pandémie de COVID-19.

Un système multilatéral qui tient compte de tou-te-s : la localisation au Forum politique de haut niveau 2021

Le Forum politique de haut niveau (FPHN) de 2021 s'est tenu du mardi 6 juillet au jeudi 15 juillet 2021, sous le thème « Une reprise durable et résiliente après la pandémie de COVID-19 qui favorise les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement

durable: construire une voie inclusive et efficace pour la réalisation de l'Agenda 2030 dans le contexte de la décennie d'action et de réalisation pour le développement durable. »

Neuf objectifs de développement durable (ODD) étaient à l'étude cette année : pas de pauvreté (1), faim « zéro » (2), bonne santé et bien-être (3), travail décent et croissance économique (8), inégalités réduites (10), consommation et production responsables (12), changements climatiques (13), paix, justice et institutions efficaces (16), et partenariats (17).



Le quatrième Forum des gouvernements locaux et régionaux, moment politique clé du collectif au sein du FPHN, s'est réuni les 12 et 13 juillet sur le thème « Favoriser une reprise résiliente et dirigée par les communautés. » Cette réunion a été organisée conjointement par le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (UN DESA), la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux, le Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et Local 2030. L'événement a illustré l'importance de la localisation de l'action et des partenariats entre les sphères de gouvernement et les parties prenantes en vue d'atteindre les ODD examinés par le FPHN 2021.

Le Forum a mis en lumière les actions entreprises par et les solutions nécessaires pour les gouvernements locaux et régionaux pour une reprise inclusive, durable et résiliente, en soulignant le lien entre la fourniture de services publics locaux et la couverture sanitaire, en illustrant le rôle que jouent les gouvernements locaux et régionaux pour garantir l'inclusion sociale et la prospérité, la requalification des travailleuses et travailleurs et la préparation à la transformation du travail et à l'évolution des modèles de production et de consommation, ainsi que la mise en place d'institutions efficaces fondées sur la solidarité. Le Forum a compté sur la participation des principaux responsables des Nations unies, tels que le président du Conseil économique et social et la directrice exécutive d'ONU-Habitat, de plus de 12 maires/gouverneurs du monde entier, de président-e-s d'associations de gouvernements

locaux et de représentant-e-s de haut niveau d'organisations de la société civile.



CGLU a publié, au nom de la Global Taskforce, la cinquième édition de notre rapport au Forum politique de haut niveau et l'a lancé lors de la Journée des gouvernements locaux et régionaux, un événement dédié au collectif, qui se tient traditionnellement dans le cadre du FPHN avec la participation des gouvernements locaux et régionaux, des agences de l'ONU et des partenaires. L'objectif était de mobiliser les réseaux des gouvernements locaux et de promouvoir un dialogue plus fort entre les institutions locales, nationales et internationales afin d'obtenir un véritable élan dans le cadre de la « Décennie d'action ».



Le rapport fournit l'analyse la plus complète à ce jour des efforts déployés par les gouvernements locaux pour répondre à la pandémie de COVID-19 dans les villes et territoires du monde entier, et pour promouvoir une reprise sûre, juste et écologique. Grâce à l'approche « la santé dans toutes les politiques », l'accent est fortement mis sur la santé et sur la manière dont cette dimension politique, inscrite dans l'ODD 3, affecte et est affectée par d'autres dimensions et politiques publiques telles que l'alimentation, les transports, l'urbanisme, l'eau et l'assainissement, les activités économiques, etc.



Le projet de déclaration ministérielle du Forum politique de haut niveau 2021 a consacré un paragraphe aux autorités locales. Comme cela avait été le cas dans le projet final de l'année dernière en raison de l'absence de consensus sur l'adoption de la déclaration par les États membres, il n'a pas été adopté définitivement.

Le Nouvel agenda urbain et Quito+5

La reconnaissance de l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux, convoquée par la Global Taskforce, comme mécanisme formel de révision et de suivi du Nouvel agenda urbain, place notre collectif dans une position critique pour s'engager en faveur d'un rôle accru des gouvernements locaux et régionaux dans la mise en œuvre de l'agenda mondial, mais aussi pour mettre en avant certains des principaux défis rencontrés pour le suivi et la révision de la mise en œuvre.

Au-delà de la nécessité d'approfondir le débat sur la reconnaissance des gouvernements locaux et régionaux en tant qu'acteurs formels dans l'examen et le suivi du Nouvel agenda urbain, un certain nombre de questions clés ont été identifiées par les praticien-ne-s et les conseiller-e-s.

Le Conseil politique de CGLU sur le Nouvel agenda urbain jouera le rôle de caisse de résonance pour l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux.

Il est proposé d'assurer une plus grande articulation entre le Conseil politique et le Comité consultatif des autorités locales auprès des Nations unies (UNACLA) lorsqu'il s'agit d'assurer une contribution au suivi et à l'examen du Nouvel agenda urbain, tous deux promouvant le Nouvel agenda urbain comme un accélérateur vers la localisation des ODD.

L'Assemblée générale des Nations unies a confirmé la tenue de sa réunion de haut niveau sur la mise en œuvre effective du Nouvel agenda urbain le 28 avril 2022 (Quito +5+1), qui sera le premier rapport officiel des États membres. CGLU, en tant que facilitatrice de la Global Taskforce, joue un rôle essentiel dans la préparation de nos membres à Quito +5. Le Conseil politique de CGLU sur la mise en œuvre du Nouvel agenda urbain, ainsi que la GTF, se sont réunis à plusieurs reprises, et ont défini une feuille de route technique pour le collectif en vue de Quito+5.



Le travail a également été lié dans le cadre d'une expérience #CitiesAreListening organisée par ONU-Habitat et CGLU, avec le soutien de l'Agence andalouse de coopération internationale pour le développement (AACID), qui a été l'occasion de présenter un guide sur la politique urbaine infranationale, un instrument de soutien à la gestion urbaine pour les gouvernements et les parties prenantes afin de contribuer à la réalisation du Nouvel agenda urbain.

Localiser le financement du développement

La localisation du financement est au cœur des priorités stratégiques de CGLU depuis sa création. CGLU s'est historiquement engagée dans des efforts de recherche et de collecte de données afin de cartographier la situation du financement local au niveau international. L'Organisation nourrit ainsi son travail de plaidoyer auprès des banques de développement et d'investissement, en particulier la Banque mondiale, pour la création de mécanismes de financement adéquats répondant aux besoins croissants de l'ère urbaine.



Pour améliorer sa stratégie sur la localisation du financement, CGLU, avec le soutien du FMDV, a demandé un document politique à **Barbara Samuels, conseillère de CGLU-UBUNTU sur les finances locales**. Ce document définira des recommandations concrètes pour débloquer les financements nécessaires aux villes et aux régions afin de réaliser les agendas mondiaux. Il sera soumis au Bureau exécutif pour information et discussion.



Le **Fonds international d'investissement municipal** (IMIF, selon l'acronyme en anglais), une initiative conjointe du FENU et de CGLU en collaboration avec le FMDV, a été officiellement lancé lors du Congrès mondial de CGLU à Durban en novembre 2019. Le Fonds vise à faciliter l'accès aux marchés financiers pour les villes (notamment les villes intermédiaires) afin de les aider à financer les infrastructures

d'équipement. Le Fonds a été officiellement enregistré et une capitalisation initiale d'environ 200 millions d'euros est attendue d'ici début 2022.

En juin 2021, le Fonds d'assistance technique (TAF, selon l'acronyme en anglais) de l'IMIF, géré par le FENU et soutenu par CGLU et le FMDV, a mené une mission de cadrage à Chefchaouen, l'une des 3 villes pilotes qui font partie de la réserve de projets de l'IMIF. L'objectif de cette mission était d'évaluer le projet d'éclairage public de la ville, un projet de parking et d'autres projets pertinents. Ces projets représentent un investissement total d'environ cinq millions USD, à soumettre pour financement au gestionnaire du fonds de l'IMIF, Meridiam. La mission était composée d'un expert du FENU et d'un second du FMDV.

Pour soutenir la mise en œuvre de l'IMIF-TAF, un accord de partenariat a été signé entre le FMDV et le FENU en août 2021. Il devrait permettre de faciliter et d'accélérer la fourniture d'un soutien technique aux villes pour qu'elles puissent accéder au fonds d'investissement géré par Meridiam.



En vue de la troisième conférence de la **Coalition mondiale pour les finances municipales de Malaga** en 2022, CGLU, en collaboration avec le FMDV, le FENU et la ville de Malaga, a organisé une première réunion préparatoire. Elle a réuni les gouvernements locaux et régionaux et leurs associations pour discuter de l'impact de la pandémie sur les

finances locales un an après l'épidémie, et de leur rôle dans la définition et la mise en œuvre des plans de reprise. Une deuxième réunion préparatoire sera organisée à la fin 2021, à laquelle participeront les gouvernements locaux et régionaux ainsi que les autorités nationales et les partenaires de développement.



En sa qualité de mécanisme de consultation de CGLU pour les finances locales, le FMDV a fait progresser la mise en œuvre de la stratégie de CGLU sur plusieurs fronts. De nouveaux entretiens avec des praticiens de la finance urbaine ont été publiés et mis à disposition sur le « **Local Finance Knowledge Hub** ». Cette plateforme devrait servir de guichet unique pour mettre en avant les solutions de financement innovantes et alimenter le débat et les échanges de la Communauté de pratiques de CGLU sur les finances locales. Pour accroître le développement de cette plateforme, le FMDV a signé un accord avec l'AFD pour développer des vidéos et des webinaires en 2022.



Entre mai et novembre, CGLU a activement participé aux consultations de la Commission européenne et du PFD sur les défis mondiaux, la programmation régionale et le multilatéralisme inclusif, et a porté les points de vue des membres à l'ONU75, sur la base de leur rapport.

L'Observatoire mondial sur les finances et l'investissement des gouvernements infranationaux

En collaboration avec l'OCDE, l'équipe a finalisé la préparation du guide méthodologique et des modèles pour les profils nationaux et pour la saisie des données en anglais, français et espagnol. Ces documents d'appui serviront à **mettre à jour les informations qualitatives et quantitatives dans les 124 pays couverts par l'Observatoire mondial**. La nouvelle édition du rapport de l'Observatoire mondial comprendra également **jusqu'à 18 nouveaux profils de pays**, sous réserve de disponibilité des données. La préparation de la prochaine édition du rapport de l'Observatoire mondial débutera début octobre 2021 avec la mobilisation d'experts locaux pour la collecte des données.

Dans le but de mieux partager la richesse des informations collectées par l'Observatoire et de sensibiliser le monde entier à la question des finances locales, CGLU a lancé un **cours en ligne (MOOC) sur les finances publiques infranationales**. S'appuyant sur les conclusions de l'Observatoire mondial, il vise à fournir un aperçu complet des principales questions et tendances liées aux finances locales et régionales à travers le monde.

Introduction to Subnational Government Finances

A MOOC developed by:



Based on the findings of:



With the financial support of:



New MOOC

Get to know the findings
of the World Observatory
on Subnational Government
Finance and Investment

A MOOC developed by
UCLG
United Cities
and Local Governments

Based on the findings of
SNGWOFI
World Observatory on Subnational
Government Finance and Investment



and test your
knowledge with
exercises and a
final quiz!

**NOUS
RECHERCHONS**

LA CONNAISSANCE AU SERVICE DES COMMUNAUTÉS LOCALES

GOLD VI - Co-créer les voies de l'égalité

Dans un monde de plus en plus urbanisé, confronté à des modèles de développement inégaux et non durables, **les villes et les territoires sont essentiels. Ils permettront de repenser une gouvernance renouvelée** qui répondre aux défis mondiaux et locaux sur plusieurs principes de démocratie, de solidarité et de protection des droits humains. Le VIe rapport GOLD explorera les «Voies vers l'égalité urbaine et territoriale», en s'efforçant de recadrer la notion d'égalité et de reconnaître les facteurs qui perpétuent l'inégalité, ainsi que la façon dont les gouvernements locaux et régionaux, avec des partenaires de la société civile et du monde universitaire, peuvent agir pour réduire les inégalités et apporter de meilleures conditions de vie à leur population.



Suite à la décision du Bureau exécutif en mai 2020, et en s'appuyant sur l'agenda renouvelé sur la lutte contre les inégalités et les soins aux communautés, l'équipe de recherche de CGLU a lancé le processus de préparation du rapport GOLD VI, qui s'articulera autour des «Voies vers l'égalité urbaine et territoriale». Un accord de partenariat a été développé avec la Bartlett Development Planning Unit de l'University College of London et le programme Know, impliquant le monde universitaire et les principaux réseaux d'organisations de la société civile (Centre asiatique des droits de l'homme, Co-Habitat, Plateforme mondiale pour le droit à la ville, Coalition internationale de l'habitat, Public Service International, Slum Dwellers International, WIEGO).

Quatre étapes ont été définies pour l'élaboration du rapport GOLD VI :



- a. L'étape 1 (définition des contenus, des auteurs des chapitres et des contributions attendues) s'est terminée fin janvier 2021 par un atelier collectif qui a réuni tous les contributeurs impliqués dans le processus de rédaction du rapport GOLD VI.
- b. L'étape 2 comprend la rédaction des différentes contributions par thème et par cas (IBC et CBC) par un certain nombre d'acteurs de différents horizons : les domaines de travail de CGLU, ainsi que les Commissions et Groupes de travail, les gouvernements locaux et régionaux, les membres du monde universitaire, les réseaux de la société civile.



- c. **L'étape 3, de juillet 2021 à janvier 2022, se concentre sur le développement des chapitres. Le résultat attendu est double : 1) un rapport qui recadre la notion d'égalité, en reconnaissant les moteurs qui perpétuent les inégalités à différentes échelles, ainsi que leur spécificité contextuelle, et qui exploite le potentiel des gouvernements locaux et régionaux, de la société civile et d'autres acteurs locaux dans la progression vers l'égalité urbaine et territoriale, et 2) le développement d'un sens de la coproduction et d'un dialogue et de partenariats multipartites durables, en commençant par le processus partagé de GOLD VI.**
- d. **L'avant-projet du rapport est prévu pour janvier 2022.**

Examens volontaires locaux et infranationaux

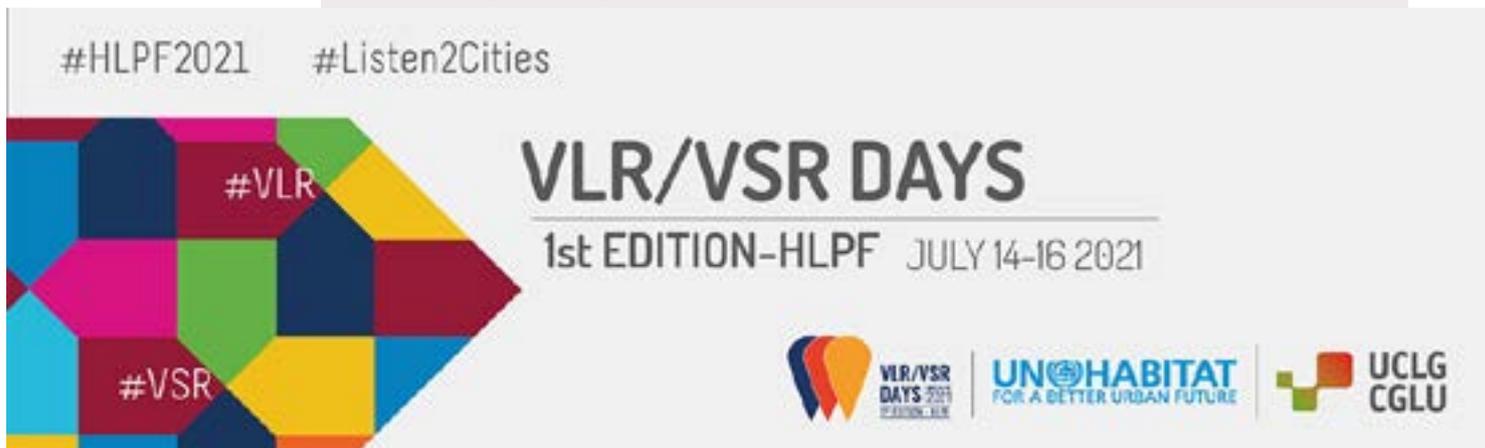
Les examens infranationaux volontaires (VSR, selon les sigles en anglais) sont des rapports émanant de la base, menés par des associations nationales de gouvernements locaux. Ils rendent compte de l'état de la localisation des ODD dans le pays, servent au processus national d'établissement de rapports et plaident en faveur d'un environnement propice à la localisation de l'Agenda 2030.

CGLU a facilité le processus de rapport sur la localisation des ODD de 8 associations de gouvernements locaux, au **Cap-Vert**, en **Tunisie**, au **Zimbabwe**, en **Indonésie**, en **Allemagne**, en **Norvège**, en **Suède** et au **Mexique**. En mars, avril et mai, l'équipe GOLD a organisé avec le groupe de travail CIB de CGLU des ateliers sur la méthodologie, les résultats et les défis. Ces expériences et rapports ont également été présentés

lors d'une session spécifique durant les **journées VLR-VSR du FPHN**, en juillet. En collaboration avec le Groupe de travail CIB de CGLU, nous sommes en train de développer un ensemble de directives dans le but d'amener de nouvelles associations intéressées à produire un VSR l'année prochaine. L'objectif est de s'engager dans le processus VSR le plus tôt possible, afin de correspondre au calendrier d'élaboration des examens nationaux volontaires (VNR) et donc d'augmenter les possibilités d'inclure les expériences et les contributions locales dans les processus de rapports nationaux.



Suite au succès du premier volume des lignes directrices pour les examens locaux volontaires (VLR) qui a été publié en 2020 avec ONU-Habitat, un deuxième volume a été publié en juin et présenté lors des **Journées VLR-VSR**, dans le cadre de notre travail au FPHN 2021. Le deuxième volume des lignes directrices se concentre sur la question de savoir comment établir une connexion entre les processus de reporting locaux et nationaux, à savoir entre les VLR et les VNR. Enfin, en partenariat avec le PNUD, l'Agence andalouse de coopération au développement, le Conseil provincial de Barcelone et d'autres partenaires, CGLU a publié en juillet une étude comparative sur les différents systèmes de suivi des ODD encouragés aux niveaux local-national-international par des acteurs publics, privés et autres.



#VLR #VSR



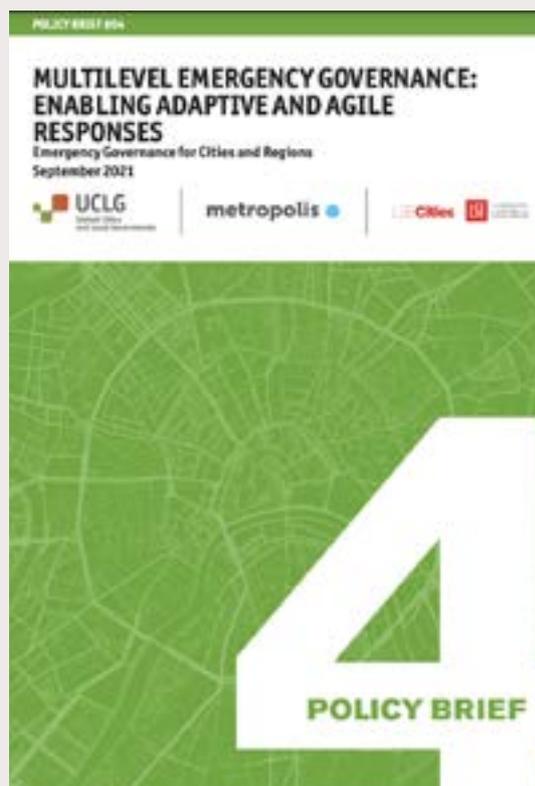
Agir pour le gouvernement : l'initiative de gouvernance de l'urgence

L'initiative de gouvernance de l'urgence (Emergency Governance Initiative - EGI) développée par CGLU, avec LSE Cities et Metropolis, a produit 3 notes analytiques et 3 notes d'orientation depuis juin 2020. Elles visaient à contribuer au renforcement des capacités institutionnelles pour des réponses urbaines et territoriales plus efficaces aux urgences complexes et globales à travers des aperçus, des tendances clés et des réflexions sur la gouvernance du COVID-19 et d'autres urgences telles que le climat et le logement.





Les deux dernières publications (des huit prévues) sur la gouvernance multiniveaux de l'urgence étaient prévues pour mai-juin 2021. Le processus qui a conduit à cette publication a impliqué la participation de membres de différents Conseils politiques de CGLU, avec un double objectif : premièrement, s'assurer que les publications rassemblent les données, les informations, les idées et les préoccupations des dirigeant-e-s locaux et, deuxièmement, encourager l'appropriation de l'EGI au sein du réseau et traduire les principales conclusions en politiques locales qui traitent des urgences complexes d'une manière collaborative, durable et inclusive.



Depuis mai 2021, [Metropolis](#), CGLU et la London School of Economics - LSE Cities travaillent sur la note d'orientation 4 sur les modèles de gouvernance multiniveaux en situation d'urgence. Au-delà de la recherche documentaire, trois ateliers (le premier dans le cadre des Conseils politiques de CGLU) ont été organisés pour identifier les modèles de gouvernance locale pendant la pandémie et d'autres crises. La prochaine publication, la note d'orientation 5, devrait être publiée d'ici la fin de l'année. Elle portera sur la diversité des modèles de gouvernance pour la fourniture de services publics face à des urgences complexes. La note d'orientation 6 sur l'urgence et la démocratie locale sera publiée au premier trimestre 2022. Le rapport final sera publié en novembre 2022 et lancé lors du Congrès mondial de CGLU.





**NOUS
APPRENNONS**

ADOPTER LA LOCALISATION DANS LE MONDE ENTIER

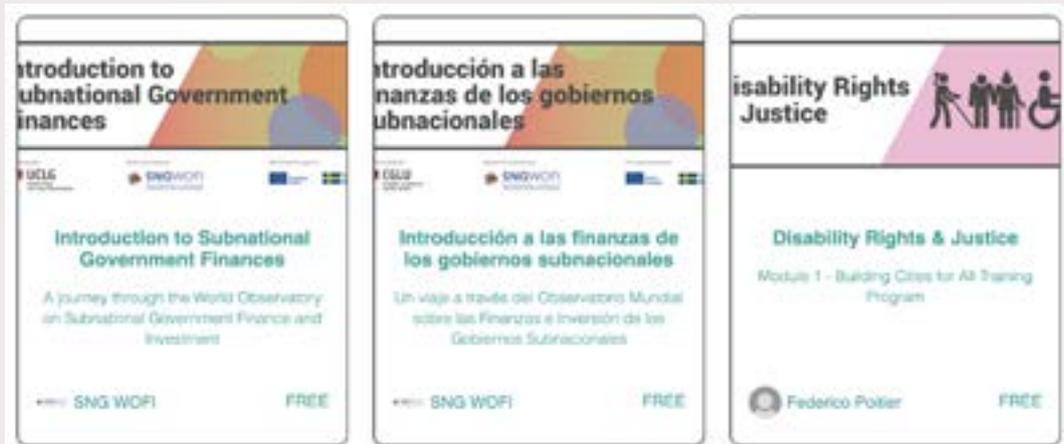
Nous développons des outils, des activités d'apprentissage et des modules pour apprendre ensemble et nous familiariser de nouveau avec la localisation. La stratégie d'apprentissage de CGLU a évolué au cours de ces dernières années. Nous nous efforçons de diffuser notre travail sur la localisation auprès des associations de gouvernements locaux et régionaux, en donnant vie à la localisation par le développement de nouvelles méthodologies pour former les formateurs, en développant des outils en ligne et en aidant à améliorer les politiques et les services publics des gouvernements locaux.

Grâce au travail d'équipe en pleine expansion à travers les sections régionales dans le Forum d'apprentissage, l'agenda d'apprentissage de CGLU a étendu ses outils pour la localisation des agendas mondiaux (ODD et résilience). Il comprend également l'apprentissage par les pairs dans plusieurs domaines de politiques publiques urbaines, en fournissant un soutien aux programmes et aux membres de CGLU.



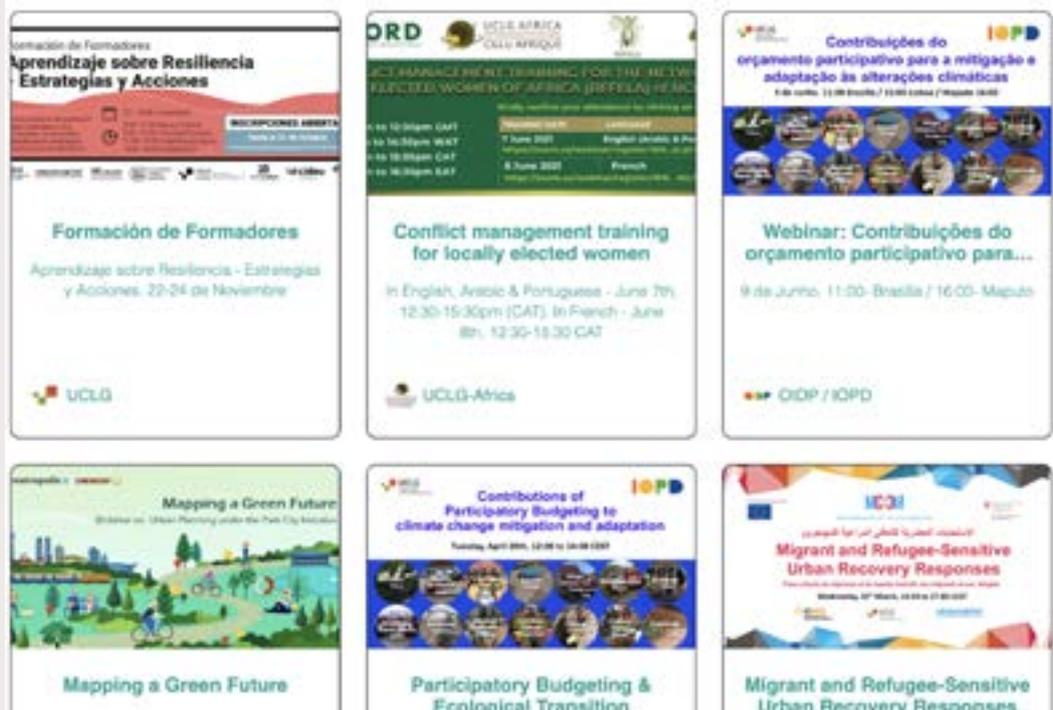
La plateforme en ligne **#LearningWithUCLG** continue de susciter l'intérêt avec plus de 530 utilisateurs enregistrés à ce jour. Les cours en ligne (MOOC) actuellement disponibles comprennent (1) au-delà de l'épidémie : l'importance des services publics locaux, (2) trois cours sur la localisation des ODD, et (3) l'innovation et la reprise post-pandémie. D'autres MOOC sur le développement économique local (développé par la Commission de développement économique et social local), les finances locales (développé par l'Observatoire des finances locales), et le renforcement de la résilience (basé sur les nouveaux modules d'apprentissage) seront lancés d'ici la fin de l'année.





La plateforme **#LearningWithUCLG** met également en avant les opportunités d'apprentissage (webinaires, ateliers, etc.) organisées par les sections et les mécanismes de consultation de CGLU, menées par et pour les gouvernements locaux et régionaux. Comme cela a été souligné lors du Séminaire de CGLU, le site est destiné à fournir un menu varié d'opportunités d'apprentissage avec différentes spécialités thématiques et régionales, en rassemblant les connaissances et les efforts existants du réseau.

Webinars, Trainings & Workshops



Forum d'apprentissage

Forum d'apprentissage est un espace de consultation et d'alignement des plans de travail et des stratégies de déploiement des modules, outils

et activités d'apprentissage. La coopération et le travail d'équipe vont du soutien et de l'adaptation des modules d'apprentissage au soutien et au conseil des partenariats pour un apprentissage renforcé dans les régions. Outre les points focaux des sections régionales, il existe également des initiatives thématiques telles que l'économie sociale et solidaire, le prix de Guangzhou, le développement économique local, les droits humains ou l'espace public et la planification, qui peuvent être intégrées dans l'agenda d'apprentissage et qui sont documentées.

Le déploiement virtuel des modules et la formation de formateurs ont renforcé le Forum d'apprentissage. Cela a permis aux membres du Forum de s'engager dans des activités d'apprentissage virtuel et de les diriger, avec une portée mondiale.



Formation de formateurs sur la localisation des agendas mondiaux

Les modules sur la résilience et la localisation du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes continuent à être déployés avec succès avec les sections régionales, et en collaboration avec l'UNDRR

et ONU-Habitat. Des formations régionales, adaptées à leurs contextes spécifiques, ont été organisées avec CGLU-ASPAC et FLACMA, et sont prévues avec CGLU-MEWA, CGLU-Afrique et Mercociudades, avec la certification CGLU, ONU-Habitat et UNDRR. Ces modules et la formation des formateurs sont l'une des principales contributions de CGLU à l'initiative Making Cities Resilient 2030.



Le nouveau module d'apprentissage 4 sur la localisation des ODD, qui met l'accent sur la coopération décentralisée et les ODD a été lancé, et la première formation de formateurs a été réalisée avec Platforma, PNUD-Art et ONU-Habitat. Les prochaines formations seront réalisées en fonction des demandes des sections régionales et des membres, en commençant par une formation de formateurs coordonnée par l'Académie africaine des collectivités territoriales (ALGA) de CGLU-Afrique.



La première formation de formateurs utilisant le module a été réalisée pour l'équipe de PLATFORMA du 28 avril au 3 mai 2021. Elle a été suivie de deux formations de formateurs avec CGLU-Afrique et ALGA. La première, ciblant les municipalités et les associations anglophones, a été réalisée entre le 28 juin et le 1er juillet, et une seconde ciblant les municipalités et les associations francophones a eu lieu du 13 au 16 septembre. Les deux formations ont impliqué de multiples partenaires et participant-e-s, et ont fait émerger des exemples concrets de coopération décentralisée sur lesquels réfléchir.





Deux autres formations de formateurs sont déjà prévues pour octobre de cette année, l'une avec CGLU-ASPAC et l'autre avec Mercociudades. Le module, ainsi que son matériel clé, est maintenant disponible en anglais, français et espagnol pour que tous les membres puissent le consulter et réaliser leur propre formation. En outre, une nouvelle vidéo d'apprentissage axée sur l'ODD17 et soulignant l'importance de la coopération décentralisée et des partenariats horizontaux a également été publiée dans le cadre du déploiement du module.

Módulo de Aprendizaje 4: Localizar los ODS a través de la cooperación descentralizada

#LocalizingSDGs #ODS #CooperaciónDescentralizada



Le cours en ligne sur la localisation des ODD développé par CGLU et le conseil provincial de Barcelone constitue toujours une initiative utile pour atteindre de nouveaux membres et activités, qui permet de former entre 70 et 100 formateurs par an. Le cours, basé sur les trois premiers modules d'apprentissage pour la localisation des ODD, a été mis à jour avec de nouveaux cas de villes, des développements sur les VLR, ainsi que le rôle de plus en plus important des gouvernements locaux et régionaux au sein du FPHN. Les cours en ligne comprennent des

sessions en direct, offrant des possibilités d'interaction avec le personnel du Secrétariat mondial de CGLU et des sections régionales, ainsi que la mise en évidence des contributions innovantes des participant-e-s sur leur propre processus de localisation des ODD.

Modules d'apprentissage sur la résilience - des fondements à l'action

Les modules d'apprentissage sur la résilience I & II sont une ressource essentielle de l'initiative *Making Cities Resilient 2030* et fournissent un cadre aux membres et aux partenaires pour aborder et soutenir les gouvernements locaux. Ils permettent aux sections, commissions et membres de renforcer le travail et les approches intégrales autour de l'urgence des stratégies résilientes. Outre les réseaux régionaux et les sections qui ont organisé des formations de formateurs, la Commission de planification stratégique urbaine, ainsi que l'Académie de La Haye et le Centre de développement des ressources humaines de Séoul ont commencé à les utiliser comme moyen de renforcer le réseau virtuel et les capacités collectives.

TRAINING OF TRAINERS

Discover our facilitation guides (Learning Modules) for the localization of the SDGs and the Sendai Framework for DRR, built with a Training of Trainers approach.

LOCALIZING THE SDGs

- Module 1** → Introduction
- Module 2** → Territorial Planning & the SDGs
- Module 3** → Monitoring & Reporting
- Module 4** → Decentralized Cooperation

RESILIENCE

- Volume I** → Fundamentals of Resilience
- Volume II** → Strategies & Action, Coming soon

Resilience Learning Module I: Fundamentals of Resilient Governance & Development

Méthodologies d'apprentissage numérique par les pairs

Un soutien méthodologique continu a été apporté aux échanges entre les villes, par le biais de la facilitation numérique et de l'adaptation des outils existants. Il s'agit notamment de l'utilisation de tableaux blancs numériques pour l'échange d'idées et la réflexion sur les expériences des villes dans le cadre des dialogues menés par CGLU, ainsi que de la mise en place d'une dynamique d'apprentissage par les pairs pour les

outils analytiques interactifs basés sur les problèmes, afin de faciliter les zones de travail et les réunions de CGLU. Des méthodologies empiriques, telles que la narration créative et les exercices d'élaboration de politiques, ont également été pilotées pendant les apprentissages par les pairs du projet migration.

Le nouveau site web d'apprentissage a été adapté pour présenter les matériaux et les outils (guides pour les formateurs, diapositives et jeux/ressources connexes) de manière claire, afin que les membres puissent réaliser leurs propres formations, apprentissages par les pairs et renforcement des capacités adaptées, conformément aux matériaux et à l'agenda de CGLU.



LE POUVOIR DU « NOUS » LORS DE NOS RASSEMBLEMENTS

Le Séminaire de CGLU

Dans ce qui s'est avéré être le Séminaire le plus réussi à ce jour, le rassemblement a réuni **plus de 630 participant-e-s** de **210 villes** et **70 pays** pour une semaine entière de réunions virtuelles. Le Séminaire de CGLU a innové en **intégrant la dimension du soin dans ses rassemblements** sous la bannière « CGLU, une communauté mondiale qui prend soin ». L'Organisation mondiale a commencé à envisager un programme de soins et a défini l'objectif de devenir une plateforme de plateformes, en réfléchissant à la prochaine génération de formations qui pourraient être utilisées par d'autres réseaux, et en commençant à penser à la « platformisation » et à la révolution numérique de CGLU sous le nom « le pouvoir du nous ».



L'édition 2021 a ouvert les fenêtres du Secrétariat mondial, pour nous rapprocher les un·e·s des autres et donner aux participant·e·s l'impression d'être assis côte à côte. Avec un plateau de télévision pour assurer une production de haute qualité, un service d'assistance permanent offrant aux membres et aux partenaires le genre d'attention personnalisée généralement accordée en un seul clic, ainsi que de nouvelles façons de présenter les participants, le Séminaire ne consistait pas simplement à participer, mais à passer une semaine ensemble comme une expérience partagée où chacun·e était invité·e à ouvrir ses propres fenêtres.



La révolution numérique du mouvement va prendre la forme d'un tout nouveau système d'information de CGLU qui reflète la notion de « plateforme des plateformes ». Le système sera guidé par le concept du « pouvoir de nous », présentant le plaidoyer de CGLU d'une manière qui lie le récit global, les processus et les documents de résultats. La plateforme « The power of we » sera liée à la plateforme #UCLGMeets afin de relier les décisions prises à l'histoire que l'Organisation mondiale raconte.

Avec le Pacte pour l'avenir comme objectif final, les sections de CGLU ont présenté leurs priorités pour les années à venir lors du Séminaire, et leurs dirigeant·e·s politiques ont présenté certaines des actions adoptées

au niveau local dans chaque région du monde pendant la pandémie, et comment celles-ci leur ont permis de façonner leurs priorités pour l'année à venir. En s'appuyant sur le travail de synchronisation initié par notre circuit Assemblée lors de notre Congrès mondial de Durban, les sections de CGLU ont montré comment leurs priorités s'inscrivaient dans le renouvellement global des priorités stratégiques de CGLU.

Le récit autour des soins qui est apparu lors de notre Séminaire est la base de notre travail et de la transformation de notre récit autour du **Pacte pour l'avenir**, étant construit à travers notre travail renouvelé autour des soins de santé, des droits numériques et des systèmes alimentaires. La réunion de la Présidence qui s'est tenue dans le cadre du Séminaire a reconnu la nécessité d'aborder la question des soins dans notre travail quotidien, ainsi que l'importance du renforcement de nos relations avec les agences des Nations unies.

Les soins au cœur de la prestation de services locaux : le Bureau exécutif de CGLU



Le Bureau exécutif de CGLU, qui s'est tenu virtuellement, a été notre premier moment de l'année pour réfléchir sur le récit en développement de CGLU, a donné vie à la solidarité affichée par les gouvernements locaux et régionaux, et a permis de mettre en avant certains sujets critiques pour l'organisation mondiale qui ont pris de l'ampleur au cours de l'année, tels que la **coopération au développement** et la **migration**.

Le Bureau exécutif s'est appuyé sur le travail effectué pendant la pandémie en mettant sur la table le débat sur les **nouveaux éléments**

essentiels. Par le biais de dialogues politiques sur la **numérisation** et les **villes et territoires sains**, nous avons apporté des perspectives locales et régionales sur ce qui doit être fait pour inclure toutes les populations dans la sphère numérique, et sur la manière de développer des villes et des territoires qui prennent soin de la santé de nos communautés.

Le dialogue politique autour de la **numérisation** a réuni des partenaires tels que **Microsoft**, qui a appelé à la nécessité de former les fonctionnaires et a souligné l'importance d'exploiter la technologie au niveau local pour renforcer la démocratie et servir les communautés, en favorisant le potentiel de développement des personnes. Notre dialogue politique sur la santé a réuni des représentants de l'**Organisation mondiale de la santé**, de **CSU2030** et de **Cancer City Challenge** pour débattre de l'importance des gouvernements locaux et régionaux dans les situations de crise et de renforcement des systèmes de santé, et de la manière d'impliquer les communautés dans la reprise.



La conversation autour de nos nouveaux éléments essentiels a également filtré dans le débat politique de notre Bureau exécutif. La session a mis au centre de la conversation l'importance des femmes dans le développement de villes et de territoires qui prennent soin, et a également ajouté la dimension du temps et de son utilisation, ainsi que les nouveaux biens communs qui doivent être encouragés par nos territoires. Le Président **Mohamed Boudra** et la Coprésidente **Thembisile Nkadimeng**, ainsi que la sous-secrétaire générale des Nations unies et directrice exécutive d'ONU-Femmes, **Phumzile Mlambo-Ngucka**, et la directrice du Centre de l'OCDE pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes, **Lamia Kamal**, parmi de nombreux maires et partenaires, ainsi que le directeur de Cities Alliance, **Greg Munro**, ont pris la parole, de même que le directeur de l'Organisation mondiale de la santé, **Tedros Adhanom Ghebreyesus**, par le biais d'un message vidéo.

La session formelle de notre Bureau exécutif a été présidée par trois membres de notre Coprésidence en trois segments qui ont fait écho aux trois piliers du Pacte pour l'avenir : personnes, planète et gouvernement. Le coprésident et maire de Xi'an, **Li Mingyuan**, a introduit la session en soulignant l'engagement de CGLU en faveur de la création d'un monde qui intègre la solidarité, les soins et l'égalité. Son segment comprenait la présentation des rapports de la Commission des affaires statutaires et du Comité de gestion financière, présentés par les trésorier-e-s **Berry Vrbanovic**, maire de Kitchener et **Madelaine Alfelor**, maire d'Irigoien. Le **Président Boudra** a abordé le travail de CGLU vers une « meilleure normalité » tout en se concentrant sur les droits, et a présenté le prochain Sommet Culture de CGLU à Izmir.



Les nouveaux éléments essentiels de la mobilité humaine et le document d'orientation politique sur la coopération au développement ont été présentés dans la deuxième partie de la session, qui a mis en évidence le potentiel de la Charte de Lampedusa en tant que « Charte pour toutes et tous », comme l'a souligné le maire de Lampedusa dans son discours. Le document sur la coopération au développement a été présenté comme une occasion de placer la solidarité au cœur de la coopération au développement.

Le troisième et dernier segment, présidé par le coprésident et maire de San José, **Johnny Araya**, visait à s'appuyer sur ces nouveaux éléments essentiels pour redéfinir nos priorités. L'accent territorial pour l'ère urbaine, la redéfinition de la gouvernance et notre initiative sur la gouvernance d'urgence avec la London School of Economics-Cities, le financement local et le rôle de notre collectif vis-à-vis de Quito + 5 et des Nations unies étaient les points clés de l'ordre du jour. Travailler pour le gouvernement pourrait être le message clé du dialogue, si ce n'était l'inclusion de l'engagement de notre Organisation mondiale dans le maintien de la paix et des droits humains en Palestine et au Myanmar, et la nécessité d'intégrer les jeunes.

NOUS ÉCOUTONS

NOS PARTENARIATS POUR DONNER VIE AU PACTE POUR L'AVENIR

Partenariat spécial avec l'Union européenne

La première génération du Partenariat spécial entre CGLU et l'Union européenne arrive à son terme en 2022 et sera reconduite jusqu'en 2027. Le Secrétariat mondial de CGLU a été actif avec les autres associations incluses dans les accords de partenariat, y compris PLATFORMA, CLGF, l'AIMF et CGLU-Afrique, afin de construire la base de l'accord de deuxième génération. Le Secrétariat mondial de CGLU prépare actuellement les bases du prochain accord, qui sera étroitement lié au plan stratégique renouvelé de CGLU pour le prochain mandat.



Entre mai et novembre, CGLU a participé activement aux consultations de la Commission européenne et du PFD sur les défis mondiaux, la programmation régionale et le multilatéralisme inclusif, et a apporté les points de vue des membres basés sur le rapport du collectif en vue d'ONU75.

Les expériences de #CitiesAreListening : vers le renouvellement de notre Town Hall

Les gouvernements locaux et régionaux ont compris que le monde dans lequel nous vivons après la pandémie ne sera plus jamais le même. Le chemin vers une « meilleure normalité » doit considérer celles et ceux qui s'occupent du bien-être de nos communautés comme des thèmes essentiels, qui doivent être co-crésés avec toutes les parties prenantes..



En tant que mouvement axé sur l'égalité, CGLU est déterminée à placer les communautés, et les plus vulnérables d'entre elles, au cœur de la planification urbaine. Dans le but de rompre les inégalités territoriales et urbaines, et de transformer les récits sur les personnes pour lesquelles les villes sont conçues, ces thèmes sont appelés à devenir une partie intégrante de l'axe du Pacte pour les personnes du Pacte pour l'avenir que CGLU a été mandaté pour développer. Le processus #CitiesAreListening vise à donner vie au Décalogue de CGLU pour l'ère du COVID, et qui s'appuie sur notre travail avec nos partenaires et le processus de Town Hall initié à Durban.

Dans le cadre de la 2ème Conférence mondiale des Nations unies sur le transport durable, CGLU et l'UITP ont organisé une session CitiesAreListening sur le thème « Augmenter la qualité de vie des personnes et

de la planète grâce à la mobilité urbaine durable » afin d'aborder les liens entre la mobilité et la réalisation du développement durable dans la relance, avec un accent particulier sur la transition écologique et le changement climatique, ainsi que l'inclusion sociale et l'accès équitable aux opportunités. La session a permis d'assurer la représentation du collectif dans le cadre des activités officielles de la conférence.



Une expérience sur les systèmes alimentaires, la nutrition et l'urgence climatique a été organisée en partenariat avec Metropolis et ONU-Habitat, la ville de Barcelone, capitale mondiale de l'alimentation durable en 2021, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Centre mondial de l'alimentation urbaine durable (CEMAS). La session a exploré notre relation avec la nourriture

à travers un exercice qui a présenté le concept de « climavore » et le rôle des environnements alimentaires dans l'ère post-pandémique ; ce qu'ils signifient pour nos territoires, et les stratégies pour assurer que les systèmes alimentaires sont au service de nos communautés.

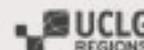


United Cities @ucig_org · 21 oct.
 ✨🇨🇴 La alcaldesa de @Bogota, @ClaudiaLopez, destaca en la plenaria de clausura la importancia de desarrollar políticas de sistemas alimentarios basadas en datos y evidencia y en continuo diálogo con las organizaciones de sociedad civil #MUFPP

United Cities @ucig_org · 21 oct.
 ✨🇪🇸 En la plenaria de clausura del 7º #MUFPP, el alcalde de @AjuntamentVLC, @joanribo comparte la importancia de políticas de sistemas alimentarios que incluyen a todos los tipos de territorios y actores



Pour l'avenir, les expériences **#CitiesAreListening** font partie intégrante de l'inclusion de points critiques dans notre agenda et de la revitalisation du dialogue avec la société civile. La culture et la Charte de Rome, les systèmes alimentaires et la crise climatique, la santé dans les villes au-delà des soins de santé, et la migration et l'accès universel aux services de base sont également des expériences critiques qui ont été explorées par le biais de ce format, élargissant l'objectif de notre travail sur ces domaines et incorporant la dimension des soins dans nos efforts de plaidoyer avec la société civile.



Avec le soutien financier de:



‘Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l’Union européenne. Le contenu de ce document est de la responsabilité de CGLU et sous aucun prétexte il ne peut être interprété comme le reflet du positionnement de l’Union européenne’



“Ce document a été financé par l’Agence suédoise de coopération internationale au développement, Asdi. Asdi ne partage pas nécessairement les opinions exprimées dans ce document. La responsabilité de son contenu incombe entièrement à l’auteur.”